

Abonnement à Paris.

Trois mois. 4
Six mois. 7
Un an. 12

LE CENSEUR RÉPUBLICAIN.

Ab. dans les départements.

Trois mois. 5 fr.
Six mois. 8
Un an. 15

Les Lettres non affranchies sont refusées.

On s'abonne au bureau du Journal, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 68.

On fait appel à toutes les Communications utiles.

Paris, le 13 Mai 1848.

Si le numéro que nous publions aujourd'hui répond à notre conception, il doit indiquer suffisamment l'esprit dans lequel il sera rédigé et nous dispenser du prospectus d'usage. On a trop abusé du prospectus. Il est temps de ramener le journalisme à des mœurs honnêtes et de bannir le charlatanisme du sanctuaire de la liberté. Nous avons choisi un titre qui indique simplement et clairement notre but : LA CENSURE, c'est-à-dire la critique loyale et désintéressée des actes du gouvernement, en ce qui concerne surtout les nominations dans l'ordre politique, judiciaire et administratif. Exercer sur ces nominations un contrôle rigoureux et incessant, guider les ministres dans le choix des serviteurs du pays, les aider à faire disparaître les derniers vestiges de cette corruption fatale dont un favoritisme effréné avait infecté toutes les avenues du pouvoir, appeler la sévère attention de la République sur les fonctionnaires qui, sous le régime déchu, se signalèrent par leur servilité, appeler la bienveillance de la République sur le mérite modeste, sur le patriotisme oublié et méconnu, telle est notre tâche. Nous la remplirons sans peur et sans reproche, car nous prenons la plume loyalement, sans arrière-pensée, libres de toute ambition personnelle, éloignés de toute coterie, dégagés de toute influence étrangère et sous l'inspiration des sentiments les plus purs et les plus désintéressés. Notre numéro de ce jour suffira pour révéler l'impartialité que nous apportons au milieu des intrigues des hommes et des luttes des partis.

Quant à nos convictions politiques, nous sommes républicains-radicaux, républicains démocratiques dans le sens le plus avancé du mot. Nous serons au besoin les républicains du coup de fusil et des barricades, car nous croyons que la révolution n'a pas le droit de poser les armes avant d'avoir achevé sa conquête, et que devant des résistances égoïstes et liberticides l'insurrection est et sera toujours le plus sacré des devoirs. Seulement s'il faut encore relever les pavés de février — ce qu'à Dieu ne plaise, — nous ne nous rallierons qu'au drapeau où sera inscrite une idée, et nous ne consentirons jamais à détruire avant d'être convenus du principe pratique qui doit s'élever sur le terrain déblayé. C'est dire assez qu'à notre avis la mission de la presse est d'abord de rallier le peuple autour d'un système politique et social immédiatement applicable. Voilà sur quoi il est urgent de s'accorder d'abord. Hors de là il n'y a à tenter que des luttes impuissantes et funestes. Le système une fois convenu, l'arme au bras, citoyens, et haut le drapeau ! C'est alors qu'il s'agira de vaincre ou de mourir. Maintenant il s'agit d'attendre et de s'entendre. Nous y ferons tous nos efforts.

CH. CELLIER,

Directeur-Gérant, ancien rédacteur de l'Homme libre,
ancien détenu politique.

LA DERNIÈRE HEURE.

Esclave apporte moi des roses,

Le parfum des roses est doux. (FÈRE DE NÉRON.)

La plaie la plus hideuse du régime déchu, fut ce trafic infâme déguisé sous le nom d'abus des influences, par un ministre habile à couvrir des artifices d'un beau langage toutes les lâchetés et toutes les trahisons. C'est par la corruption que la monarchie a vécu pendant dix-huit ans; c'est aussi par elle qu'elle a péri, car la corruption est comme ces poisons perfides qui ne font que hâter la mort en paraissant stimuler plus énergiquement les ressorts de la vie. Mais la monarchie en fuyant vers l'exil n'en a pas moins laissé derrière elle les funestes traces de son passage. La moisson qu'elle sema est verte et touffue.

Tandis que les maîtres sont dispersés, les esclaves et les corrompus qu'ils engraisèrent de nos hontes et de nos misères restent debout et florissants. Le spectacle ne laisse pas que d'être curieux au lendemain d'une république. La veille vous eussiez tous cru que le flot révolutionnaire, allait, comme le fleuve antique, nettoyer au moins les étables d'Augias. Détrompez-vous, la République a pris d'autres allures. Elle a voulu être douce et clémentine, ne fût-ce que pour se faire pardonner d'avoir fait peur à tant de gens pendant dix-huit ans. Elle est joyeuse, elle est charmante, elle est gaie comme Lisette, et semble dire à tous en parodiant un mot royal : « Il n'y a en France qu'un roi de moins et une bonne fille de plus. » Aussi la bonne fille fait merveilles. Le peuple a faim, c'est vrai, mais l'ordre règne, c'est l'essentiel. A Rouen, Franck-Carré émerge son traitement et emprisonne les patriotes. Bonne nouvelle ! La rente hausse à la Bourse; le ventre des repus un instant troublé se repaît à Tortoni, les rubans rouges reviennent aux boutonnières en même temps que les roses aux champs. Les agents de change et les danseuses éclaboussent les prolétaires, et M. Marrast, heureux du calme et de la sérénité de sa bonne ville de Paris, s'étend et s'endort sur les coussins de M. de Rambuteau. Notre République est une riante églogue. Les jardins sont en fleurs, le soleil respire. Chantilly est verdoyant et se console des princes absents en voyant passer les chasses royales du citoyen Pagnerre. Nos gouvernants dociles à la gaité publique donnent des fêtes athéniennes où l'on voit des chœurs de jeunes filles comme dans les tragédies d'Euripide et des bœufs aux cornes d'or. Tableaux charmants et bien dignes de notre siècle de pureté et d'innocence !

Tel est le temps et tels sont les esprits, que s'il était donné à Mirabeau d'apparaître soudain, pâle et inspiré, et d'évoquer dans sa sublime prosopopée le spectre de la banqueroute, il se serait chassé à coup sûr comme un trouble-fête importun !. Riez donc et chantez, citoyens ! Couronnez-vous de roses, et qu'on fasse venir les joueurs de flûte; ce n'est pas nous qui essaierons de jeter de sinistres augures au milieu des fêtes de la bourgeoisie. La révolution est venue lui annoncer qu'il fallait mourir; elle est bien libre avant la dernière heure de faire une libation dernière à ses dieux, et de mourir comme il lui plaît... si le peuple lui laisse la liberté du choix !

JACOB LE BRUN.

« On remarque, non sans raison, que M. le Préfet de police est de tous nos magistrats issus de la révolution de février celui qui sait le mieux commander et partant celui qui est le mieux obéi. C'est lui qui depuis longtemps a fait taire les chanteurs nocturnes ou plutôt les braillards qui parcouraient les rues et effrayaient les habitants paisibles; c'est lui qui vient de faire disparaître de nos boulevards et de nos promenades publiques les marchands ambulants, les teneurs de jeux de hasard et les saltimbanques qui les encombraient et les déshonoraient. »

(Liberté.)

Nul n'est assurément plus disposé que nous à reconnaître le dévouement, l'intelligente activité du préfet de police de la République. Nous savons quels services il a rendus et quels services il est encore en mesure de rendre; mais il nous est impossible de nous associer ici aux éloges que la Liberté prodigue aux mesures par lesquelles M. Caussidière a fait disparaître de nos rues les chanteurs et les marchands ambulants. Que les chanteurs et les marchands ambulants dérangent les promeneurs, les oisifs, les lions et les lorettes des boulevards dans leurs molles flâneries, c'est possible; mais les chanteurs et les ambulants nous paraissent avoir autant le droit de vivre que les fainéants et les flâneurs. Il nous semble que c'est le moins qu'on laisse à ces pauvres gens un coin, une borne où ils puissent exercer leur pauvre métier. Ils travaillent en somme, et à moins que M. le préfet de police n'ait trouvé les moyens de donner à leur existence une meilleure direction, nous aimons beaucoup mieux les voir sur les boulevards et sur les promenades exercer leur industrie à la grâce de Dieu, que relégués par la faim au nombre des malfaiteurs nocturnes. Et dût s'en offenser, M. Alexandre Dumas, le rédacteur de la Liberté, nous avons tout autant d'affection pour les petits paillasses que pour les grands. Il n'est pas juste que le trottoir n'appartienne qu'aux grands saltimbanques, aux filles publiques et aux gros ventres du café de Paris.

Tout le monde sait aujourd'hui que la République de Février n'était jamais entrée dans les prévisions du National. Le 24, à midi, ses rédacteurs s'accommodaient très bien de la régence de M. Barrot, et fumaient des cigares pendant que les Républicains se faisaient tuer sur les barricades. Le Siècle l'a dit à

ces Messieurs avec assez d'amertume, et ces Messieurs se sont assez peu pressés de répondre pour que le fait demeure parfaitement avéré. En cette matière, le Siècle peut être cru sur parole. L'intimité de ses relations avec la rue Lepelletier n'était un mystère pour personne avant le 24 Février. — Que le National n'ait point prévu la Révolution, ce n'est pas de quoi nous lui ferons un crime; bien d'autres sont dans ce cas assurément, et l'on pourrait peut-être dire avec certitude que jusqu'à la dernière heure la Providence seule fut dans le secret. — Que le National soit d'une noire ingratitude envers le Siècle et lui reproche dédaigneusement de n'être que du lendemain, alors que, la veille même, Siècle et National communiaient ensemble à la table de M. Barrot, la chose nous touche médiocrement. C'est là une querelle qui ressemble un peu à la querelle de Sganarelle et de sa femme : qui voudrait y faire l'officier risquerait fort d'attraper les horions, car les compères s'entendent, au fond, mieux qu'on ne pense. Mais que le National accapare tous les profits de la Révolution qu'il n'a point faite, c'est là ce qui nous intéresse plus sérieusement au nom de la dignité de la Révolution elle-même, au nom de la morale, au nom de la pudeur publique offensée déjà par des scandales dont les Débats n'offrirent jamais le pendant aux plus beaux jours du favoritisme ministériel.

Sans parler de la combinaison ministérielle où figurent six rédacteurs du National, qui n'est demeuré ébahi de l'avidité véritablement féroce avec laquelle les hommes du journal des fortifications, depuis le rédacteur en chef jusqu'aux cuisiniers des faits divers, jusqu'aux valets d'antichambre, se sont précipités sur toutes les positions, par toutes les issues, par tous les chemins, comme une meute à la curée ? Sont-ce donc là les exemples de réserve, d'abnégation, de désintéressement que ces citoyens devaient donner pour leur compte personnel après avoir si longtemps et si vertueusement déclamé contre la rapacité des favoris de la corruption ? On raconte que M. Marrast dit à ses amis, le 25 février, du ton d'un conquérant : « Messieurs ! nous sommes vainqueurs ! Vous avez trois jours de pillage ! » Les amis de M. Marrast ont mis le temps à profit, il faut en convenir. Voici une petite revue que nous livrons aux méditations des lecteurs :

— M. Armand Marrast s'introduit au gouvernement provisoire.

— M. Pagnerre, libraire du National, à la faveur du maître, s'inscrit lui-même auprès du gouvernement provisoire en qualité de secrétaire général, et finit par s'y maintenir bon gré mal gré, après avoir vu son nom trois fois biffé de la liste.

— M. Armand Marrast, nommé liquidateur des biens de l'ancienne liste civile, puis maire de Paris, s'adjoint deux rédacteurs du National, M. Adam et M. Recurt.

— M. Armand Marrast fait passer son frère Achille Marrast, des bancs du barreau au poste de procureur-général.

— M. Armand Marrast octroie à son second frère, ex-capitaine de cavalerie, les épaulettes de chef d'escadron.

— M. Armand Marrast fait nommer gouverneur du château de Versailles, M. Mallefille, rédacteur du National.

— M. Armand Marrast installe, à la place de M. Champollion Figeac, à la Bibliothèque royale, M. Hauréau, autrefois sous-bibliothécaire d'un village de la Sarthe, puis rédacteur d'entre-filets au National.

— M. Armand Marrast donne pour secrétaire-général, à M. Garnier-Pagès, M. Duclerc, rédacteur du National.

— M. Elias Regnault, rédacteur du National, est appelé auprès du ministre de l'intérieur en qualité de chef du cabinet. Le ministre sortant, M. Elias Regnault, s'empare de la division des prisons et fonde sa dynastie à l'hôtel de la rue Grenelle, en faisant nommer ses deux frères chefs de bureau au même ministère.

Nous bornerons là pour cette fois notre revue, qui est loin d'être épuisée. C'est fort honnête jusqu'ici, comme on le voit. Nous ne voulons pas dire que parmi toutes ces nominations il n'y en ait pas que justifie jusqu'à un certain point la valeur personnelle des hommes qui en ont été l'objet. M. Achille Marrast, par exemple, appelé au poste de procureur-général à la cour de Pau, était un avocat distingué. Il a soutenu d'honorables et périlleuses luttes, et il eût été difficile de faire un meilleur choix dans les Hautes-Pyrénées. Mais son titre de frère de M. Armand Marrast ne lui faisait-il pas un devoir de convenance de rester, du moins pendant quelque temps, à l'écart ? A moins qu'on ne prétende que le choix immédiat de M. Achille Marrast était indispensable au salut de la République, on ne saurait lui pardonner une nomination qui est à la fois un manque de tact et un mauvais exemple.

Et M. Marrast, le capitaine d'artillerie ? La Patrie était-elle en péril si on ne se fût empressé de lui donner les épaulettes de chef d'escadron ? Avant d'octroyer une belle faveur au frère du rédacteur du National, s'est-on sincèrement enquis si, dans la même arme, il n'y avait pas quelque vieil officier à qui ses état

de service assignaient la priorité? Ah! M. Marrast! si au lieu d'user pour vous-même de l'influence fraternelle, vous aviez appelé ses bienfaits sur quelque camarade oublié, croyez-vous qu'un pareil trait ne vous eût pas honoré autant que vos épaulettes nouvelles, et les épaulettes ne seraient-elles pas venues assez tôt?

M. Hauréau, au lieu d'apporter à la Bibliothèque une capacité qui peut être réelle mais qui a le tort de ne pas être notoire, n'aurait-il pas dû se révéler d'abord par quelque œuvre digne de l'honneur qu'il convoitait? Qu'est-ce qui connaît M. Hauréau au monde? Il peut être un honnête homme et même un écrivain convenable; mais, hélas! cela suffit-il pour être à la tête d'une position qui a dans ses attributions les hiéroglyphes de l'Obélisque? Il est vrai qu'il entre aussi dans ces mêmes attributions une somme de 8 à 10 mille francs par an. Ceci est plus facile, et nous ne doutons pas que cette partie du service ne soit faite avec la plus grande régularité.

Passons M. Mallefille qui a prouvé qu'il est un homme de mérite, et M. Duclerc qui, pour son compte, le prouvera s'il le peut, et disons deux mots de M. Elias Regnault. M. Elias Regnault, rédacteur ordinaire des almanachs de Pagnerre et auteur d'une traduction assez estimée de Bentham, pourrait-il nous dire ce que la division des prisons au ministère de l'intérieur, a de commun avec Bentham et les almanachs? Nous dire aussi quels sont ces deux grands citoyens inconnus qu'on nomme les frères de leur aîné, et qui viennent d'enjamber d'emblée dix employés peut-être, dont les services consciencieux, éclairés, incontestés, datent de vingt ans et attendent leur récompense? Les frères de M. Regnault l'aîné ont-ils quelque titre? Peuvent-ils justifier de quelque service rendu à leurs concitoyens? L'un d'eux est-il au moins l'inventeur de la pâte pectorale? Le *Moniteur* nous doit des explications, on en conviendra.

Le *Moniteur* pourrait-il nous confier les titres de l'ex-baron de Nivière, nommé chargé d'affaires à Lisbonne? L'ex-baron a le talent d'être millionnaire; il est le propriétaire du *Courrier français*, journal dynastique avant le 24 Février, ultra-radical depuis la République. Incapacité proverbiale pour tous ceux qui le connaissent, atteint même, dit-on, d'infirmités intellectuelles très sérieuses, l'ex-baron de Nivière n'eût pas été appelé certainement à de telles fonctions si M. le ministre des affaires étrangères avait cru devoir prendre la peine d'avoir avec ce personnage quelques minutes d'entretien. On assure, du reste, que M. de Pérès, homme d'un mérite réel, a été adjoind à M. de Nivière pour couvrir la nullité radicale de celui-ci.

On donnera sans doute aussi des explications sur la nomination de M. Herbet, ex-secrétaire de M. Guizot, au poste de consul. — On nous dira également à quel titre M. Hugo fils, jeune écolier à peine échappé du collège, se trouve attaché à l'une de nos plus importantes ambassades? Est-ce pour le récompenser d'avoir un père poète? Soit, s'il est vrai que la postérité d'Alphane et de Bayard n'est pas dégénérée.

On a destitué M. Barthe, président de la cour des comptes; c'était justice. Mais pourquoi a-t-on laissé à la tête du parquet de la première cour du pays, M. Dupin, le conseiller intime de Louis-Philippe, l'agent d'affaires de l'ex-famille royale?

Serait-il vrai, comme l'affirment certaines personnes, qu'en destituant M. Dupin qui est initié à une foule de secrets, d'intrigues souterraines, on aurait craint de provoquer des révélations compromettantes pour le citoyen ministre de la justice?

A quoi songe donc le ministre de la justice, en maintenant dans les fonctions de premier-président le sieur Frank-Carré, dont le nom se trouve mêlé à tous les procès politiques qui ont été dirigés par le régime déchu contre les patriotes?

M. Armand Marrast, formellement accusé d'avoir défendu les fortifications de Paris moyennant une prime de cent mille francs inscrite, assure-t-on, au *livre rouge*, ne s'est pas justifié. Cependant l'accusation est assez grave et a fait assez de sensation pour que M. Armand Marrast comprenne qu'il ne doit pas se borner à la repousser par un simple démenti.

M. Teste, ce modèle des ministres probes, ne tenait-il pas le même langage que M. Armand Marrast, lorsqu'il était accusé d'avoir concédé les mines de Gouhenans moyennant une prime de cent mille francs?

Que M. Armand Marrast y songe! le public est habitué depuis longtemps à tant de scandales, qu'il a fini par ne plus douter de rien, pas même de la vénalité de certains démocrates.

Il ne suffit pas de dire comme Hypolyte :
« Le jour n'est pas plus pur que le fond de mon cœur, »
il faut encore le prouver.

Voici une petite anecdote qui a bien sa moralité. « Le 24 février, le peuple appelait surtout M. Garnier-Pagès au Gouvernement pro-

visoire. Ce brave peuple ne sait pas que le véritable Garnier-Pagès est mort, et il prend encore celui-ci pour l'autre. On était à l'Hôtel-de-Ville. La foule se pressait à flots; quelques élèves des écoles et des ouvriers avaient formé une sorte de bureau. L'un d'eux qui présidait, s'adressant à M. Garnier-Pagès, lui dit chaleureusement : « Nous avons confiance en vous, Citoyen; le temps presse, dressez une liste, le peuple vous donne tout pouvoir. » M. Pagès, fort ému, répondit : « Je suis tout à vous, Messieurs, et puisque vous m'invitez de votre confiance, je vous demande la permission de m'adjointre mon honorable ami M. Barrot... » Des huées formidables interrompirent la malencontreuse proposition. M. Garnier-Pagès aujourd'hui est du pouvoir exécutif, et se croit très sérieusement un républicain de la veille. »

DYNASTIE ARAGO. — François Arago, membre du pouvoir exécutif. — Etienne Arago, directeur général des Postes. Celui-là, nommé en même temps représentant du peuple a renoncé avec magnanimité au traitement de cette fonction pour conserver son traitement des Postes qui est d'environ 40 fr. par jour. — Emmanuel Arago, ex-commissaire général, élu représentant. — Pourrait-on nous dire s'il est citoyen Victor Arago, nommé, il y a peu de jours, au commandement du fort de Vincennes, est aussi de cette bienheureuse famille?

Les puissants du jour, qui ont si peu pratiqué le désintéressement, cherchent, sans doute, à se faire absoudre en le prêchant aux autres.

Un jeune étudiant, M. Duret, qui est à coup sûr le citoyen qui s'est fait le plus remarquer par son courage pendant les trois journées de février, s'était rendu le 22, à la tête d'une foule de citoyens, aux bureaux du *National*, pour signaler l'agression dont ils avaient été l'objet à la Bastille de la part des agents de police.

M. Charles Thomas les avait reçus et avait accueilli leurs plaintes.

Plus tard, M. Duret eut la fantaisie d'aller au *National*. Il aborda M. Charles Thomas, et lui dit ces seuls mots :

— Me reconnaissez-vous?
— Parfaitement!

Et sans connaître les motifs qui avaient engagé M. Duret à lui faire visite, M. Charles Thomas ajouta :

— Vous venez probablement pour demander une récompense, un emploi. Mais, comme vous m'avez l'air d'un homme de cœur, je vous conseille de ne rien demander. Vous devez avoir la satisfaction d'avoir rempli votre devoir, d'avoir bien mérité de la patrie. Que cela vous suffise. N'accroissez pas le nombre des solliciteurs!..

Quel beau langage!.. Seulement, il pourrait paraître plus convenable dans la bouche de tout autre que M. Charles Thomas, dont les amis, tous sans exception, ont accaparé les fonctions les plus élevées et les plus lucratives!

M. Mercier, ex-sergent dans la ligne, et beau-frère du citoyen Caussidière, a été nommé, dit-on, colonel de la Garde républicaine. Nous espérons que ce fait sera démenti. On ne nous fera jamais comprendre qu'il y ait au monde une considération quelconque au nom de laquelle on puisse transformer un sergent d'infanterie en colonel de cavalerie.

Est-ce que le citoyen Caussidière voudrait aussi fonder une dynastie? Voici encore une directrice des postes, à Grenelle, révoquée pour faire place à Mlle Caussidière. Si tout cela est vrai, comment faut-il l'appeler? De l'odieuse, du ridicule?... On ne le sait en vérité.

Népotisme.

Un arrêté du citoyen Crémieux, ministre de la justice, a nommé un certain Isambert aux fonctions de substitut de procureur de la République à Paris.

Un arrêté du citoyen Lamartine, ministre des affaires étrangères, vient de désigner un second Isambert comme agent diplomatique à Turin.

Un arrêté du citoyen Crémieux avait, en outre, appelé à faire partie de la commission d'organisation judiciaire, un troisième Isambert.

Les deux premiers ne seraient-ils pas fils du dernier, et ce dernier ne serait-il pas lui-même l'ex-député, conseiller à la cour de cassation, qui, à un des derniers banquets, se trouvait blessé que la santé de Louis-Philippe ne fût pas portée officiellement; qui, enfin, fut si longtemps secrétaire de la fameuse réunion dite de la gauche dynastique, et présidée par le grand Odilon-Barrot?

Ne serait-ce pas, enfin, ce farouche républicain de je ne sais quelle date, qui vouait, le 22 février, les républicains à l'exécution universelle, et qui, le 20 avril dernier, recommandait aux suffrages des électeurs du département d'Eure-et-Loir, les républicains consciencieux qui s'appellent Desmousseaux de Givré, ou bien Goupil, maître des requêtes nommé par M. Martin (du Nord)?

Si ce que nous disons est exact, et nous avons tout lieu de le croire, le dernier rejeton de cette race dynastique se trouvera bientôt, s'il ne l'est déjà, partie prenante au budget de la nation.

Décidément, le parti Barrot a une influence incontestable auprès de quelques-uns des membres du Gouvernement républicain.
(Réforme.)

Citoyen Rédacteur,

« Je lis dans le *Moniteur*, à travers une foule de nominations judiciaires sur lesquelles j'aurai à vous présenter plus tard bien des observations, la promotion de M. Gillois aux fonctions de substitut du procureur de la République, à Melun. M. Gillois est-il le fils d'un M. Gillois, juge-de-peace de Saint-Amant, l'âme damnée de l'ex-procureur-général Delangle et son compère aux dernières élections de Cosne? Cela ne prouve rien contre le fils assurément; mais celui-ci n'a-t-il pas été lui-même un courtier électoral? Ne s'est-il pas signalé à ce propos par les manœuvres de toute sorte? Sa nomination à Pontoise n'eût-elle pas lieu, il y a environ un an, et ne fut-elle pas le prix des services rendus par le père et le fils à la cause de la corruption? Mettez, je vous prie, ces observations sous les yeux du ministre. Il les appréciera; il prendra des renseignements, et je ne doute pas que, mieux éclairé, il ne fasse bonne et prompt justice.

Salut et fraternité.

X.

Paris, 15 mai 1848.

Les cumulards.

Beaucoup de représentants du peuple renoncent au traitement des fonctions qu'ils occupent, pendant toute la durée de leur mandat législatif. C'est d'un fort bon exemple, en attendant que l'Assemblée nationale ait pris une décision relative au cumul des emplois publics; mais nous voyons que la plupart des anciens cumulards de la monarchie mettent fort peu d'empressement à imiter l'exemple des représentants. Nous citerons entre autres les citoyens Hase, Letronne et Mignet, parties prenantes au budget pour les traitements dont le détail suit :

M. HASE.

Conservateur à l'ex-Bibliothèque royale,	6,000 fr.
Le logement,	2,000
Professeur à l'école des langues orientales,	5,000
Professeur d'allemand à l'école polytechnique,	4,000
Inspecteur des examens à l'école d'état-major,	4,000
De l'Académie des inscriptions,	1,800
De la commission des médailles, ibidem,	2,000
Rédacteur du <i>Journal des Savants</i> ,	1,500
Membre de la commission pour l'Histoire des Croisades, à l'Académie des inscriptions,	2,000
Total,	28,300

M. LETRONNE.

Directeur des archives,	12,000 fr.
Logement (un palais!),	4,000
Directeur du collège de France,	2,000
Professeur (sans faire de cours) au même établissement,	5,000
Membre de l'Académie des inscriptions,	1,800
Membre de la commission des médailles à la même Académie,	2,000
Rédacteur du <i>Journal des Savants</i> (payé par l'Etat),	1,500
Directeur de l'école des chartes,	2,000
Total,	30,300

M. MIGNET.

Direction des archives du ministère des affaires étrangères,	25,000 fr.
Logement (un palais!),	6,000
Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales (titre non reconnu par la loi constitutive de l'Institut),	6,000
Membre de cette Académie,	1,800
Rédacteur du Bulletin de la même Académie,	2,000
Rédacteur du <i>Journal des Savants</i> (payé par l'Etat),	1,500
Total,	43,300

(Vraie République.)

Aujourd'hui, de nombreuses phalanges d'ouvriers ont descendu les boulevards avec des drapeaux et dans un ordre admirable. Les cris de *Vive la Pologne!* retentissaient de toutes parts. Ils se sont dirigés de la sorte jusqu'à l'assemblée des représentants. Partout le flot grossissait sur leur passage.

Les boutiquiers prétendent que ce bruit leur fait peur, que ces manifestations les importunent. Si le Peuple se déclarait importuné par les démonstrations périodiques des baïonnettes bourgeoises, et par les orgies où la boutique, fraternisant avec la troupe, ose encore, comme disait Mirabeau, « prédire dans ses chants impies l'asservissement de la France, » que répondrait-on au Peuple?..

On lit sur les murs de la ville de Sceaux (Seine) l'affiche suivante :

« Le citoyen Reynaud, nommé commissaire du Gouvern-

de l'arrondissement de Sceaux, est autorisé à requérir la garde nationale dans le cas où il se verrait révoqué de ses fonctions.

Signé : Pour le maire de Paris,
ADAM, adjoint.

Paris, 9 mai.

Il paraît que cette affiche a été apposée parce que le citoyen Rollin avait nommé un commissaire sans le consentement du maire de Paris.

La garde nationale a été sur pied hier et aujourd'hui.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, 23 février 1848.

Le Gouvernement de la République française s'engage à garantir l'existence à l'ouvrier par le travail.

Il s'engage à garantir du travail à tous les Citoyens. Il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur travail.

Le Gouvernement provisoire rend aux ouvriers auxquels appartient le million qui va échoir de la liste civile.

Garnier-Pagès, maire de Paris; Louis Blanc, l'un des secrétaires du Gouvernement provisoire.

Les promesses faites sur les barricades n'étant pas accomplies et l'Assemblée nationale ayant refusé, dans sa séance du 10 mai, de constituer un Ministère du Travail, les Délégués au Luxembourg se refusent à assister à la fête dite de la Concorde.

Paris, 11 mai 1848.

Lagarde, président; Besnard, Godin, Lavoye, vice-présidents; Lefauré, Delit, Petit, secrétaires.

Le citoyen Courtais a dit avec une certaine emphase : « Que la sûreté de l'Assemblée était confiée à la garde nationale et à son chef sous sa responsabilité particulière, et que la garde nationale et son commandant ne failliront pas à ce devoir. » Nous ne pouvons que louer de tout notre cœur le général Courtais de ses excellentes intentions à l'endroit des représentants du peuple. Mais il nous paraît la fantaisie de poser une question à ce général et à sa garde dévouée à l'Assemblée.

Dans le cas où l'Assemblée nationale faillirait à sa mission, et voterait pas l'impôt progressif, par exemple... que ferait la garde nationale et son commandant ?

Que M. Luneau ait dans la séance d'avant-hier demandé le renvoi de la proposition de M. Glais-Bizoin, tendant à l'abolition de la prestation en nature, il n'y a là rien ni de bien louable ni de bien alarmant; mais que l'Assemblée nationale ait voté pour le maintien de cet impôt inique, voilà qui est beaucoup plus grave, et les réflexions que fait naître la conduite de la Chambre dans cette circonstance, sont douloureuses, inquiétantes.

Comment, en effet, se persuader, comment oser espérer seulement, qu'une assemblée qui vote pour ainsi dire sans discussion le maintien d'une contribution aussi odieusement proportionnelle, osera se prononcer pour l'impôt progressif; et pourtant il le faut. Il faut de toute nécessité qu'elle adopte ce mode d'impôt; elle faillirait trop ouvertement, à son mandat si elle le rejetait, dans ce cas, à notre avis l'insurrection serait un devoir.

Du droit et du devoir d'intervenir en Pologne.

Nous avons toujours pensé, et nous pensons encore aujourd'hui, que le principe de la non-intervention proclamé en 1830 par le gouvernement de Louis-Philippe, et renouvelé en 1848 par le Citoyen Lamartine, entraînait pour la France l'obligation de s'opposer à ce qu'un Etat quelconque de l'Europe, signataire des traités de Vienne, s'interposât entre un peuple et son souverain, et qu'il était de son devoir, dans le cas où un de ces Etats s'immiscerait dans les affaires d'un voisin, d'intervenir à son tour, et pour sauvegarder ses intérêts, et pour faire respecter le droit des nations.

Ainsi, dans les traités de Vienne il a été dit très positivement, que la Pologne serait un Etat séparé, qu'elle serait régie par une constitution particulière, et que l'empereur Alexandre prendrait le titre de roi de Pologne. Quand donc, en 1831, la Pologne voulut imiter la France, essaya de s'affranchir du joug de Nicolas, cet autocrate avec des armées russes vint étouffer l'insurrection polonaise. avait-il ce droit, de par le traité de Vienne? Non... Que le roi de Pologne, avec ce qui lui reste de sujets fidèles exterminés, s'il le peut, les rebelles, cela peut se comprendre; mais qu'avec des armées russes il porte le ravage, la dévastation dans le royaume de Pologne, voilà ce que la France ne peut souffrir sans déshonneur, sans faillir à ses manifestes. Ce qui était vrai en 1830 est encore vrai aujourd'hui. Honte et péril pour la République française si elle ne prend une mesure grande, prompte et énergique!

Les conséquences de la détermination que va adopter l'Assemblée sont incalculables. Nous reviendrons plus d'une fois sur ce sujet.

— Pourquoi ne rentrez-vous pas dans vos ateliers ?

— Mais il n'y a pas d'ouvrage.

— Ce n'est pas en restant à rien faire que vous pourrez subvenir à vos besoins.

— Mais nous vous disons qu'il n'y a pas d'ouvrage.

— Tant qu'on verra les ouvriers errant dans les rues, la classe bourgeoise aura peur et le commerce languira.

— Mais, encore une fois, nous vous répétons qu'il n'y a pas d'ouvrage.

— Eh bien ! alors ne restez pas là, car vous êtes un sujet de terreur.

— Eh ! que voulez-vous donc que nous devenions, Messieurs ? Paris serait-il, par hasard, à vous seuls, et ne nous serait-il plus permis de promener notre misère et notre faim, pendant que vous, vous promenez le luxe et l'heureuse digestion !...

On dit qu'on a battu le rappel dans le premier arrondissement. Voilà une panique ridicule et capable bien plutôt de semer la peur et d'amener un danger réel, que la situation inoffensive de quelques groupes d'ouvriers dans les rues et sur les boulevards.

Le Représentant du Peuple s'exprime ainsi à propos de l'Hôtel-de-Ville :

« Nous allons plus loin que la Réforme, et nous demandons :
« 1° Comment il se fait que la Mairie de Paris reste livrée à M. Marrast sans contrôle régulier, sans Conseil municipal ou départemental ;

« 2° Comment il se fait que le Conseil général, qui n'avait aucune action politique, et dont la mission consistait uniquement à régler le budget de la ville de Paris, ait été congédié sans aucune forme de procès ;

« 3° Comment il se fait que sous une république, les droits municipaux soient méconnus au point de laisser manipuler, par un seul individu, dont la nomination n'a même pas été régularisée par l'élection, un budget aussi important que celui de la ville de Paris.

« Eh quoi ! quarante conseillers généraux, presque tous d'une probité irréprochable, ne suffisaient pas pour empêcher M. de Rambuteau et ses employés de commettre ou de laisser commettre dans cette administration une foule de malversations et de tripotages ? et M. Marrast suffirait seul pour y faire régner l'ordre, la justice, la vertu, l'économie !

« Que le National nous le pardonne... mais nous ne croyons pas M. Marrast un assez grand administrateur pour faire de tels miracles. »

Evangelie.

En ce temps-là, un sans-culotte disait à d'autres sans-culottes : « En vérité, en vérité, je vous le dis : j'ai toujours vu avec peine les menées des intrigants qui jouent le patriotisme, mais qui, au fond, se raillent de la liberté ; je gémis de voir adorer des scélérats qui trompent leurs adorateurs. Est-il possible que des hommes nés pour la liberté se prostituent en quelque sorte à tel ou tel parti. N'avons-nous pas juré l'unité, l'indivisibilité de la République ? D'où vient donc que les Républicains se trouvent séparés d'opinion ?

« Je me rappellerai toute ma vie cette parole d'un sans-culotte comme nous : — Je ne me bats point pour un parti, je me bats pour moi. Je fais partie du souverain, ce n'est donc que pour le souverain que je dois agir. Ce souverain est le peuple. Loin de nous ces perfidies qui, sous le manteau du patriotisme, cachent une aristocratie gangrenée, pérorant sans cesse, dénonçant continuellement, et n'ont pour but, dans toute leur conduite, que la réussite à nous extorquer notre confiance... Je préfère le patriotisme tout uni et de bonne foi à ces orateurs pompeux... — Il ne faut aux Français que de l'éloquence dans les bras tant que les tyrans voudront disputer l'univers à la liberté. » (Commune de Paris.)

« Le socialisme, c'est la barbarie. » Telle est l'épigramme inscrite en grosses lettres sur une affiche qui couvre en ce moment les murs de Paris. Le socialisme, répondrons-nous, c'est l'avenir, c'est le salut du monde ; et nous comptons bien qu'avant peu d'années cette vérité sera démontrée à tous.

Et d'abord, qu'entendez-vous par le socialisme, vous qui le stigmatisiez si rudement, qui le reportiez aux ténèbres de la barbarie ? Ne voyez-vous pas que ce mot de socialisme, ou plutôt de science sociale, est une expression démesurément large qui embrasse l'histoire traditionnelle des siècles passés comme celle des théories présentes ? Tous les réformateurs de l'antiquité, du moyen-âge et de l'époque moderne appartiennent à cette grande famille socialiste dont les systèmes ont eu pour objet, à des titres et sous des formes diverses, de débattre et de poser les lois suivant lesquelles s'établit, se règle et se perfectionne la société humaine. — Repousser le socialisme, ce serait donc rejeter à la fois les divers progrès philosophiques que l'humanité a accomplis dans sa marche.

(La République.)

Par arrêté du Gouvernement provisoire, en date du 7 mai 1848, ont été nommés :

Président du tribunal de première instance d'Agen (Lot-et-Garonne), M. Calvet, ancien magistrat, en remplacement de M. Betous, admis à faire valoir ses droits à la retraite, et nommé président honoraire ;

Juge suppléant attaché à la chambre temporaire du tribunal de première instance de Limoges (Haute-Vienne), M. Charrain avocat à Tulle, en remplacement de M. Barny, appelé à d'autres fonctions ;

Juge suppléant attaché comme substitut à la chambre temporaire du tribunal de première instance de Riom (Puy-de-Dôme), M. Guillaume (Etienne), avocat à Clermont-Ferrand, en remplacement de M. Salneuve, appelé à d'autres fonctions ;

Juge suppléant au tribunal de Pont-Audemer (Eure), M. Gandon, avoué licencié, en remplacement de M. Sémainville, démissionnaire.

— Par arrêté du Gouvernement provisoire de la République, en date du 7 mai 1848, ont été nommés :

Suppléant du juge de paix du canton Est de Clermont, arrondissement de ce nom (Puy-de-Dôme), M. Debert (Jacques-Antoine), licencié en droit, ancien notaire, en remplacement de M. Faurot-Lamothe, démissionnaire ;

Suppléant du juge de paix du canton de Collobrière, arrondissement de Toulon (Var), M. Fille (Désiré), propriétaire, en remplacement de M. Dol, appelé à d'autres fonctions ;

Juge de paix du canton de Lavelanet, arrondissement de Foix (Ariège), M. Darnaut, ancien juge de paix de ce canton (place vacante).

NOTA. Nous appelons les renseignements sur ces diverses nominations.

INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS.

Voici un travail où les économistes pourront peut-être trouver quelques idées utiles. C'est l'œuvre d'un esprit intelligent et d'un cœur sincèrement dévoué aux intérêts du peuple :

« Un bon moyen, selon nous, pour favoriser les intérêts des travailleurs, c'est d'encourager le système d'association, non pas en prenant l'Etat comme le commanditaire, sans bénéfices de ces sortes d'opérations, ce qui froisse le principe de l'égalité de moyens que l'Etat doit fournir à tous ; non pas par la création de monopoles, tout le monde sait à quel compte l'Etat produit quand il se fait industriel ; mais en prouvant à ceux qui emploient des ouvriers combien il leur serait avantageux de donner une part des bénéfices à leurs ouvriers, eux qui peuvent si bien, en utilisant leur temps et par le fait d'un intérêt plus immédiat, favoriser la production à bon marché. Il ne faut pas croire que la production à bon marché et la concurrence soient les causes qui nuisent aux travailleurs. La grande consommation vient par le bon marché ; le bon marché double, triple donc le travail à exécuter. Les ouvriers se plaignent déjà de n'être pas toujours suffisamment occupés ; qu'arriverait-il s'il y avait moitié, deux tiers moins de consommation ? qu'ils travailleraient moitié, deux tiers de moins ; que d'un autre côté, comme ils font la partie la plus importante des consommateurs, si chacun est obligé de payer plus cher les produits qui ne sont pas le fruit de ses œuvres, il en résultera que les bénéfices ou le salaire que chacun obtiendra en plus sera à peine suffisant pour couvrir l'excédant de dépenses que chacun sera obligé de faire. L'ouvrier se trouvera donc toujours dans la même position ; ce ne sera un remède que d'un instant, qui laissera le gouffre plus large.

« La concurrence, dit-on, est ce qui nuit le plus aux ouvriers ; nous venons de prouver que si elle leur nuit d'un côté elle les favorise de l'autre, et que l'avantage et le désavantage pesés, tout est compensé.

« Mais le moyen d'obtenir cette association désirable entre le maître et l'ouvrier, ce n'est point de l'imposer, parce que vous détruisez toute liberté, et ensuite que les meilleures choses du monde que l'on veut imposer forcément sont par ce seul fait rejetées ; il faut démontrer, comme il est vrai, l'avantage pour tous. Ce moyen, qui satisfait à des intérêts particuliers, n'est point un remède suffisant pour alléger la position malheureuse de ceux qui ne peuvent travailler, pour détruire la mendicité, cette plaie de notre époque. Il faut donc trouver une combinaison financière qui permette, sans léser les intérêts de qui que ce soit et par une mesure générale, d'assurer du pain à tous, sans exception ; nous ne faisons plus ainsi d'exception, notre système passant à l'état de loi ; la loi devra être la même pour tous, pour le président de la République comme pour le chiffonnier.

« Nous avons suffisamment prouvé que la mesure financière que nous avons développée sur la première partie de notre projet, peut facilement suffire pour couvrir les dépenses à faire pour donner du pain à tous. La taxe personnelle en proportion de la fortune foncière et du capital de chacun, appliquée avec le système progressif, produirait plus de la moitié des dépenses à faire (soit 7 à 8 millions), augmentée des autres économies que nous avons proposées et de l'impôt sur le capital. Nous pouvons ainsi donner à tous le pain nécessaire pour ne pas souffrir de la faim. A tous, nous le répétons, pour ne pas faire d'exception blessante pour qui que ce soit. Donnant du pain à tous, nous supprimerons la mendicité. N'oublions pas que c'est par là que nous arrivent l'oisiveté pour beaucoup, des vices pour tous ceux qui la pratiquent, lesquels vices les portent sans cesse à des fautes, et les fautes trop souvent malheureusement à des crimes. La société ne doit-elle pas préférer éviter, empêcher la faute ou le crime que d'avoir à les punir ?

« Quelle position ne faites-vous pas à cet homme né pauvre : vous voulez lui donner gratuitement la première nourriture intellectuelle ; pensez donc d'abord à assurer à tous la nourriture du corps. Vous voulez qu'en lui se développent les qualités morales, intellectuelles ? mais quand il veut s'arrêter à

moment, cesser le travail des bras et sentir un instant les battements de son cœur, les aspirations de sa raison, son estomac n'est-il pas inexorable : marche, marche toujours ; tu me dois tout ton travail, et suffira-t-il encore à me satisfaire ? Alors cet homme n'est plus un homme, l'intelligence est tuée en lui par ce combat continuel avec la matière.

» Honte à cette société qui pourrait conserver, développer l'intelligence de certains de ses membres, qui peut-être recelaient en eux les germes et les qualités des bienfaiteurs de l'humanité, et qui n'existent plus ni par le cœur ni par l'intelligence ; la brute seule se remue et se consomme.

» D'un autre côté, Dieu a-t-il donné assez de force et une aptitude assez développée à telles de ces créatures, à celles qui en naissant n'apportent pas la possibilité de ne rien faire, si bon leur semble ; ils travaillent, et ce travail subvient à tous leurs besoins et à ceux de leur famille. Mais il arrive que celui qui possède et occupe ses semblables, veut posséder davantage. Comment arriver à ce but ? Malheureusement, c'est trop souvent en privant ses semblables qu'il peut regorger de tout. Vous vous plaignez, dit le maître, vous êtes libre : je ferme mes ateliers, cherchez ailleurs de l'ouvrage. Cet homme dur et envieux a bien calculé (avouons que ce mauvais penchant tend à se modifier chez beaucoup et que beaucoup déjà ont su mettre d'accord leurs intérêts individuels avec ceux de leurs

semblables, de leurs frères), il a compté que tous ceux qu'il veut chasser, s'ils résistent pendant quelques jours, auront faim bientôt, que leur famille sera réduite bientôt à la plus affreuse misère ; qu'alors il leur faudra subir les conditions qu'il impose, conditions qui ne donneront à l'un que la satisfaction de fantaisies et de la vanité, et aux autres imposeront des privations nouvelles.

» Par notre association, car notre système n'est qu'une association mutuelle, pour la satisfaction du premier besoin de tous, l'ouvrier ayant du pain, aurait la même puissance de résister que son maître ; il pourrait alors traiter plus équitablement de la vente de son travail. Le maître et l'ouvrier, alors libres, mais ayant tous les deux la puissance de contrebalancer mutuellement leur résistance, traiteraient plus équitablement des conditions qui doivent les régir, alors l'organisation du travail qui ne peut se réaliser qu'aux dépens de la liberté individuelle de tous, devient un abus sans être un remède.

» On nous objecte : Mais ce sera encourager l'oisiveté ; nous pouvons répondre hardiment que notre système, au fur et à mesure qu'il vieillirait, encouragerait singulièrement le travail ; en effet, il aurait pour but immédiat d'améliorer sensiblement l'éducation de tous, et tous ainsi comprendraient facilement que le travail modéré de tous est nécessaire à tous ; d'ailleurs, est-ce que chez tous n'existe pas, comme stimulant

assez actif, assez puissant, le désir bien naturel d'être mieux ? D'un autre côté, vous dites : Beaucoup n'ont pas besoin de leur dividende dans la société pour vivre ; mais craindrez-vous de mettre en position cet homme robuste, courageux, de vivre heureusement dans sa vieillesse, et de le faire jouir paisiblement quelques instants du fruit de son travail.

» Faut-il examiner notre système au point de vue d'économie politique, nous dirons : L'Etat se chargeant de donner à tous le pain nécessaire pour ne laisser mourir personne de faim, nous serons naturellement amenés à ne plus craindre de disettes comme celle qui nous a accablés l'année dernière ; car le Gouvernement, représentant naturel de tous, et responsable de la vie de tous, prendra mieux ses mesures pour éviter ces calamités.

» Nous croyons inutile de démontrer la facilité d'exécution de notre système, on comprendra suffisamment combien il est facile pour le gouvernement de faire des adjudications dans chaque commune pour la fourniture du pain à donner à tous les habitants.

LESCANNE fils.

Le directeur-gérant, CH. CELLIER.

Imprimerie de Mme Delacombe, rue d'Enghien, 12.

LE TRIOMPHE DE LA LIBERTÉ

OU

L'HISTOIRE LA PLUS COMPLÈTE,

la plus exacte et la plus détaillée

DE LA RÉVOLUTION

DES 22, 23 et 24 FÉVRIER 1848,

Retraçant jour par jour, heure par heure, quartier par quartier, tous les événements de ces trois mémorables journées ;

Rédigée d'après les documents fournis par les divers Témoins et les principaux Combattants de ce Drame héroïque ;

Avec le nom de toutes les personnes qui se sont fait le plus remarquer par leur courage, leur humanité, leur dévouement et leur probité ; Suivie de la formation du Gouvernement provisoire, de la proclamation de la République, et de tous les Décrets ou Arrêtés rendus jusqu'à ce jour, ainsi que de la liste des Blessés,

Terminée par les Constitutions de 1791 et 1793, qui sans doute serviront de base à la Constitution que doit proclamer l'Assemblée nationale.

PAR NOEL CASTERA ;

Un fort volume in-18 orné des portraits de tous les membres du Gouvernement provisoire, De celui de la Liberté, et du Char triomphal qui a figuré à la solennité funèbre des Victimes de Février.

Prix : 2 francs.

En Vente : chez ROBERT, succ^r de TERRY, Editeur, palais ci-devant Royal, Galerie et Péristyle de Valois, 185 ; ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES.

LE CENSEUR RÉPUBLICAIN,

Journal Hebdomadaire.

BUREAU : RUE D'ANJOU-SAINT-HONORÉ, 68.

Nominations officielles. — Examen des Titres des Solliciteurs et des Fonctionnaires élus. — Appréciation de leurs Antécédents politiques et de leur aptitude morale et intellectuelle. — Revue des Fonctionnaires de l'Ordre Politique, Judiciaire et Administratif nommés sous le Gouvernement déchu et conservés par le Gouvernement Republicain.

Ce Journal paraît tous les Dimanches.

Prix de l'abonnement :

PARIS

Trois mois.	4 fr.
Six mois	7
Un an.	12

DÉPARTEMENTS.

Trois mois.	5 fr.
Six mois.	8
Un an.	15

Les Lettres et Paquets non affranchis seront rigoureusement refusés.